

CCTP – Lot 01 Désamiantage

(PRO)

Mise en accessibilité PMR

Bâtiments universitaires - Phase 2

Nov. 2025

Damien HELOIN - Chargé d'affaires



ASCAUDIT
groupe
Votre référent en ingénierie du bâtiment



Damien.heloin@socotecsmartsolutions.fr



6 AVENUE MARCELIN BERTHELOT
44800 SAINT-HERBLAIN



socotecsmartsolutions.fr

TABLE DES MATIERES

1.	Généralités.....	3
1.1.	Prise en compte du lot 00.....	3
1.2.	Repérage des matériaux amiantés	3
1.3.	Travaux d'enlèvement de matériaux contenant de l'amiante	3
1.4.	Plan de retrait	4
1.5.	Installation de chantier.....	4
1.6.	Neutralisation des réseaux	4
1.7.	Confinement	5
1.8.	Analyses et mesures d'empoussièrement.....	5
1.9.	Nettoyage et restitution des locaux	6
1.10.	Signalisation	6
1.11.	Conditions d'accès	6
1.12.	Protections collectives	6
1.13.	Gestion des déchets.....	6
1.14.	Dossier fin de chantier	7
2.	Diagnostics	8
2.1.	Diagnostic amiante	8
2.2.	Diagnostic plomb	9
3.	TRAVAUX DE DESAMIANTAGE	10
3.1.	DESCRIPTION DES OUVRAGES-TANNEURS BAT C – Zone sanitaire	10
3.1.1.	Sanitaire 10 au R+1 et Sanitaire 6 au RDC	10
3.1.2.	Sanitaires 11-12-13-14-15-16-17	11

1. Généralités

1.1. PRISE EN COMPTE DU LOT 00

L'entreprise prendra en compte l'ensemble des dispositions évoquées dans le lot 00 intégrant notamment les dispositions relatives à la prise en compte de l'ensemble des éléments constituant le DCE (PGC, RICT,)

Elle intégrera dans le DPGF le coût lié à la mise en œuvre de ces dispositions.

1.2. REPÉRAGE DES MATÉRIAUX AMIANTÉS

Le présent marché comprend l'enlèvement d'une partie des matériaux contenant de l'amiante avant la réalisation des travaux de mise en accessibilité PSH.

Dans le cas où l'entreprise suspecterait la présence de matériaux pouvant contenir de l'amiante selon la norme NFX 46-020, dans les zones à remanier, non recensés par le diagnostic amiante, elle devra suspendre tous travaux sur les matériaux suspects et en faire immédiatement mention au Maître d'œuvre, au Maître d'ouvrage et au Coordonnateur SPS.

Il est rappelé que tous les prix inhérents à des travaux intègrent la fourniture et la livraison du matériel et des fongibles nécessaires, ainsi que la fourniture des fluides et énergie.

1.3. TRAVAUX D'ENLÈVEMENT DE MATÉRIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE

Dans le cadre de ce marché, il sera fait application des articles du Code du Travail relatifs aux règles techniques que doivent respecter les entreprises effectuant des activités de confinement et de retrait des matériaux contenant de l'amiante :

Il est rappelé à l'entreprise qu'elle se doit de respecter la réglementation en vigueur concernant le suivi médical des employés réalisant des travaux relatifs à des matériaux contenant de l'amiante. Il est rappelé à l'entreprise qu'elle se doit d'assurer :

- Une surveillance médicale spéciale sur la base d'une heure par mois pour 10 salariés,
- Des examens médicaux : examen préalable comportant une radiographie pulmonaire et exploitation fonctionnelle respiratoire (examen spirométrique, mesure de la capacité vitale, mesure VEMS, calcul du coefficient VEMS/CV),
- Des examens périodiques. Dossier médical pour chaque exposé avec inclus une fiche d'exposition,
- De respecter le Code du Travail et les conditions d'embauche :
 - Travail à durée déterminée et temporaire – Interdiction (article D4154-1 du Code du Travail),
 - Travail des jeunes de moins de 18 ans – Interdiction (article D4153-28 du Code du Travail),

1.4. PLAN DE RETRAIT

L'opération ayant pour finalité le retrait de matériaux contenant de l'amiante, relève de la section 2 du décret 96-98 du 7 février 1996, en conséquence un plan de retrait doit être établi par l'entreprise.

Dès notification du marché, l'Entrepreneur retenu établira son plan de retrait et le diffusera immédiatement auprès des organismes officiels de prévention :

- L'Inspection **du travail** en charge du secteur des travaux,
- Le service de prévention des risques de la **CARSAT** (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail),
- L'OPPBTP (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics),
- La **Médecine du travail** en charge du suivi médical des salariés de l'entreprise de travaux.

Le plan de retrait sera également diffusé aux intervenants concernés par la réalisation des travaux comme le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre, l'assistant à maîtrise d'ouvrage, les organismes de contrôle et bien évidemment, le maître d'ouvrage.

La rédaction du plan de retrait est de la responsabilité de l'entreprise de travaux qui doit exposer au sein de ce document la méthodologie d'intervention de façon spécifique, en y intégrant une évaluation exhaustive des risques susceptibles d'être rencontrés pendant les travaux.

Le plan de retrait doit être connu de tout intervenant et tenu à disposition au sein du registre de chantier.

Ce plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante devra préciser sans ambiguïté :

- Les précautions,
- Les modes opératoires.

Avant, pendant et après l'intervention.

Cette démarche aboutira à l'obtention des autorisations administratives nécessaires auprès des autorités compétentes dans un délai de 1 mois à compter de la transmission du document. L'entrepreneur fera diligence auprès des administrations afin d'assurer le démarrage des travaux dans le respect des délais impartis.

1.5. INSTALLATION DE CHANTIER

Installation de tous les équipements liés à l'activité de désamiantage selon les réglementations en vigueur.

Compris délimitation de l'emprise du chantier, installation proprement dite, raccordements, maintenance et repliement en fin de travaux et toutes prescriptions du SPS concernant la clôture de chantier.

Cette installation comprendra aussi la pose et la dépose en fin de chantier de toute la signalisation amiante aux abords et aux accès du chantier selon réglementation en vigueur.

1.6. NEUTRALISATION DES RÉSEAUX

L'entreprise devra le repérage de tous les réseaux traversant la zone de désamiantage (eau froide, eau chaude sanitaire, eau de chauffage, eau usée, réseaux électriques et courants faibles) et neutraliser si nécessaire ces réseaux afin d'éliminer tous risques.

Les installations et réseaux fixés sur les ouvrages amiantés ou simplement gênant seront eux aussi déposés, traités et évacués aux décharges agréées.

1.7. CONFINEMENT

La préparation de la zone de travail et le confinement des zones d'intervention seront adaptés en fonction des ouvrages contenant de l'amiante, de la nature de l'amiante et de la configuration des locaux. L'entreprise devra tous les ouvrages et matériels nécessaires à ce confinement (polyane, sas, aspirateur, etc...) suivant la réglementation.

L'entreprise devra assurer le recouplement et l'isolement entre les différentes zones d'intervention ou différents ouvrages amiantés. Le confinement devra tenir compte des différentes zones d'intervention définies pour permettre le maintien de l'activité dans le bâtiment, qui restera ouvert au public pendant les travaux.

Pour assurer ce confinement, l'entreprise devra entre autres, la mise en place d'un film plastique sur la totalité des sols dans la zone de travail. Elle devra aussi la protection de tous les ouvrages, appareils et matériels destinés à être déposés ultérieurement.

Un test au fumigène sera réalisé (contrôle de l'étanchéité de la zone et vérification de l'aéraulique prévisionnelle) et sera communiqué au SPS.

L'entreprise devra mettre en place sur le confinement un panneau de visualisation en Plexiglas permettant d'observer l'intérieur de la zone sans y pénétrer, autorisant ainsi les personnes habilitées à suivre l'avancement des travaux en toute sécurité.

1.8. ANALYSES ET MESURES D'EMPOUSSIEREMENT

Les travaux de désamiantage ne doivent avoir aucun impact sur l'environnement atmosphérique du chantier ou sur les rejets d'eau générés lors des opérations de retrait d'amiante ou de décontamination. Pour contrôler la maîtrise de ses procédés, l'entreprise devra mettre en place, selon la réglementation, une campagne de prélèvements et d'analyses permettant de garantir une surveillance régulière de ses rejets.

Les différents types d'analyses à effectuer :

- analyses atmosphériques en microscopie électronique à transmission analytique (META) pour l'ensemble des contrôles de l'air et pour les tests libératoires et de restitution,
- analyses des matières en suspension (MES) dans les rejets d'eau.

En dehors des prélèvements et analyses de l'air et de l'eau, l'entreprise procède à de nombreux autocontrôles sur les éléments constitutifs des confinements statiques et dynamiques, tels que l'état du confinement, la dépression en zone, les vérifications aérauliques par le test au fumigène et des contrôles périodiques, les vérifications des équipements de protection individuelle et collective.

L'ensemble des analyses et contrôles réalisés sont tenus à disposition des organismes de contrôles et des visiteurs au sein du registre de chantier, tenu par le chef de chantier. Les prélèvements et analyses de chantier sont réalisés par un laboratoire indépendant accrédité par le COFRAC (Comité français d'accréditation des laboratoires, organismes certificateurs et d'inspection).

Le test libératoire à la charge de l'entreprise est réalisé par un laboratoire indépendant et agréé après l'examen visuel des surfaces traitées (voir ci-après). Son résultat conditionne la libération de la zone et ne doit pas dépasser la valeur VLEP réglementaire admise (valeur limite d'exposition professionnelle).

Il est complété, après le départ de l'entreprise de travaux, par un test de restitution, à la charge du maître d'ouvrage, réalisé selon la même méthodologie.

1.9. NETTOYAGE ET RESTITUTION DES LOCAUX

Tous les locaux de la zone concernée seront nettoyés et restitués afin de permettre les travaux de démolition, de construction et d'aménagement.

Nota : le maître d'ouvrage se donne le droit de réaliser un examen visuel des surfaces traitées permettant la réception du chantier et la réalisation du test libératoire conditionnant le démontage de la zone de confinement. Cet examen visuel doit être réalisé par un technicien compétent, selon la norme expérimentale AFNOR XP X46-021.

1.10. SIGNALISATION

La zone de travaux sera interdite à toute personne étrangère au chantier de désamiantage. Un balisage et une signalétique spécifique seront mis en place en périphérie des zones de travail et en accord avec le fonctionnement de l'établissement :

- Danger amiante,
- Chantier interdit au public,
- Protection respiratoire obligatoire.

Il conviendra aussi d'effectuer un balisage de la zone de stockage des déchets.

1.11. CONDITIONS D'ACCÈS

Les locaux à traiter seront condamnés durant les travaux notamment vis à vis des usagers. Leur accès sera réglementé et contrôlé en permanence.

En dehors des horaires de travail de l'entreprise, tous les accès seront condamnés et fermés.

En période de chantier, tout intervenant autorisé (Maître d'Ouvrage, Autorités compétentes) devra être muni d'une protection respiratoire de type P3 ainsi que de toute la panoplie de protection individuelle qui sera fournie par l'entreprise.

1.12. PROTECTIONS COLLECTIVES

D'une manière générale, l'entrepreneur devra réaliser sa propre analyse des risques et se référer à la réglementation et au nouveau Guide INRS ED 6091 en matière de protections collectives et individuelles.

1.13. GESTION DES DÉCHETS

Tous les déchets et gravois provenant des travaux de désamiantage seront évacués par le présent lot au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

Les déchets amiantés seront dirigés vers plusieurs filières d'élimination, selon leur nature :

- les déchets amiantés non friables et intègres tels que les plaques de fibrociment peuvent être évacués vers certains centres d'enfouissement de classe 3 aménagés ou vers un CET (centre d'enfouissement technique) de classe 2,
- les déchets amiantés friables (ou non friables dégradés) ainsi que tous les consommables et EPI (Equipement de Protection Individuel) contaminés sont évacués vers un CET de classe 1,
- l'ensemble des déchets amiantés générés par un chantier de désamiantage, friables ou non, peuvent également être évacués vers le centre de vitrification.

Les véhicules devant transporter les déchets ne pourront en aucun cas stationner vides ou chargés sur la voie publique.

L'entreprise remettra en fin d'opération l'ensemble des fiches de suivi des déchets et certificats de traitements et de réception en décharges spécialisées et agréées.

1.14. DOSSIER FIN DE CHANTIER

En fin de chantier et après réception des travaux, l'entreprise fournira au maître d'ouvrage, un dossier de fin de chantier ou DOE (dossier des ouvrages exécutés) contenant les éléments qui lui ont été indispensables pour la réalisation des travaux de désamiantage.

Le DOE devra inclure notamment :

- le plan de retrait diffusé auprès des organismes de prévention accompagné des preuves de réception,
- les échanges avec les organismes de prévention,
- le PV du test au fumigène réalisé en présence de la maîtrise d'ouvrage,
- le PV d'examen visuel des surfaces traitées réalisé par un technicien compétent,
- les résultats des analyses libératoires et des analyses environnementales,
- les plans, schémas et croquis permettant de déterminer clairement les zones traitées,
- les photographies éventuelles,
- le bordereau de suivi des déchets et le certificat d'enfouissement ou de vitrification des déchets.

Rappel : l'ensemble des travaux définis ci-avant seront adaptés à la réglementation en vigueur et notamment au dernier décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

2. Diagnostics

2.1. DIAGNOSTIC AMIANTE

Le Maître d'Ouvrage communique le dossier technique " Amiante " (DTA) à toute personne ou entreprise appelée à intervenir dans le bâtiment et conserve une attestation écrite de cette information, conformément aux dispositions de l'Article R1334-28 du code de la Santé Publique. En cas de présence de matériaux amiantés, l'entrepreneur peut ainsi prendre les mesures de protection individuelles et collectives nécessaires.

Le Maître d'Ouvrage a procédé conformément à la réglementation à une recherche des matériaux amiantés dans le cadre d'un document amiante avant travaux

Dossier Amiante Avant Travaux. Réalisé par l'AED Groupe et joins à la présente consultation.

Si, à l'occasion des études préalables, l'entrepreneur identifie la présence de matériaux amiantés, non répertoriés dans le dossier technique Amiante, il est tenu d'en informer immédiatement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Le cas échéant, l'entrepreneur détaille dans le cadre de son offre les mesures prises relatives à ces matériaux et identifie dans son offre le montant résultant de l'adaptation de sa méthodologie et des éventuels surcoûts liés à la protection de ses intervenants et des usagers.

Si, durant les phases travaux, l'entrepreneur découvre ou suspecte la présence de matériaux amiantés, il est tenu d'en informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, et d'arrêter immédiatement toute intervention sur l'équipement.

Le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre convoque l'entrepreneur pour étudier les conditions de la poursuite des travaux.

Selon les rapports diagnostic amiante avant travaux qui sera établi par un organisme agréé et fourni par la Maîtrise d'Ouvrage. L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires au plan de retrait amiante.

Note importante concernant la présence d'amiante :

Une synthèse amiante a été réalisée pour ce CCTP afin de fournir un aperçu général des matériaux susceptibles de contenir de l'amiante sur le site. Toutefois, cette synthèse ne remplace pas une consultation exhaustive des Rapports d'Analyse d'Amiante dans les Terrains (RAAT).

Obligation des entreprises :

Toutes les entreprises intervenantes sont tenues de prendre connaissance des RAAT complètes avant le début de leurs travaux. Cette consultation est indispensable pour assurer la sécurité des travailleurs et la conformité réglementaire des interventions.

Il est de la responsabilité de chaque entreprise de s'informer pleinement sur la présence potentielle d'amiante et de prendre les mesures appropriées pour gérer les risques associés.

2.2. DIAGNOSTIC PLOMB

Le repérage Plomb avant Travaux réalisé par AED Groupe est joint à la présente consultation. Ces rapports ont recensé, par site d'interventions, les matériaux et produits contenant du plomb.

Les entreprises devront prendre toutes les dispositions nécessaires en matière d'interventions sur les peintures contenant du plomb et devront se conformer aux exigences suivantes :

Code du Travail

- Articles R4412-156 à R4412-160

Code de la Construction et de l'Habitation

- Articles L 271-4 et 5
- Articles R 271-1 à 5

Code de la Santé Publique

- Articles L 1334-5 à 12
- Articles R 1334-10 à 12

Décrets et Arrêtés

- Décret n° 2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au CREP (Constat de Risque d'Exposition au Plomb)
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréées pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation et les critères d'accréditation des organismes de certification
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb réalisés en application de l'article L.1334-2 du code de la santé publique
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

L'entrepreneur devra consulter les rapports de diagnostic et son offre est réputée avoir pris en compte les données et paramètres figurant sur ces rapports.

3. TRAVAUX DE DESAMIANTAGE

3.1. DESCRIPTION DES OUVRAGES-TANNEURS BAT C – ZONE SANITAIRE

Dans le cadre de sa prestation, l'entreprise devra :

- La réalisation des mesures initiales
- La neutralisation des réseaux
- La dépose, évacuation et mise en décharge des équipements amiantés (sanitaires, élec, ...)
- La démolition, évacuation et mise en décharge des cloisons et plafonds amiantés
- La démolition, évacuation et mise en décharge des revêtements de sols et murs
- Le nettoyage
- La réalisation des mesures libératoires

L'ensemble des interventions se feront en site occupé. Les installations de chantier devront permettre d'assurer la circulation permanente des utilisateurs dans les circulations.

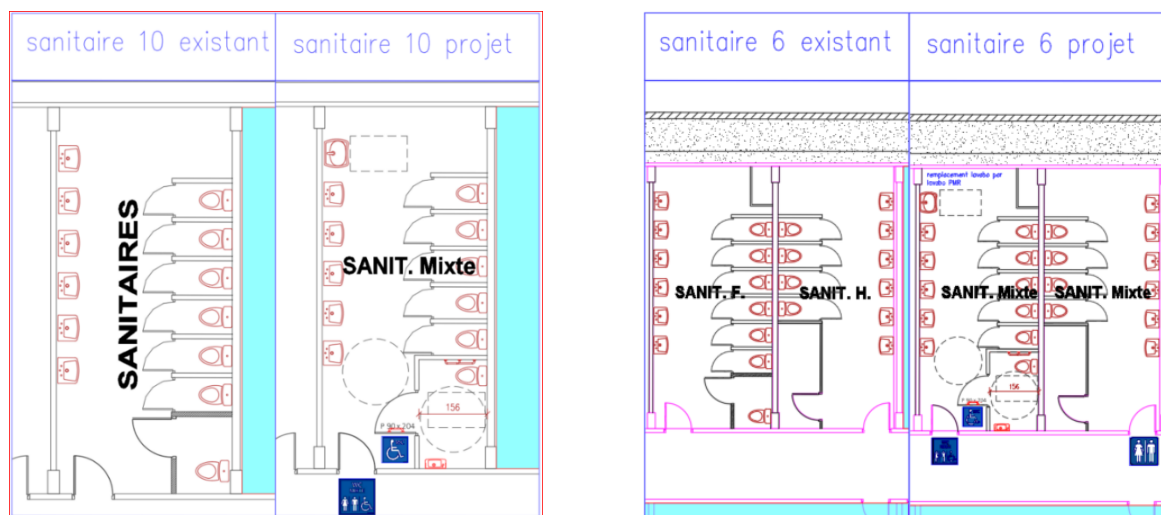
Les issues de secours devront être maintenues

Dans le cas de mise en place de stockages extérieurs, l'entreprise aura en charge la réalisation de l'ensemble des démarches avec les services de la Ville de TOURS pour obtenir les autorisations nécessaires.

Les zones d'interventions sont définies ci-dessous

Plan : voir détails sanitaires

3.1.1. SANITAIRE 10 AU R+1 ET SANITAIRE 6 AU RDC



La zone sanitaire ne sera pas entièrement désamiantée, la prestation consistera à procéder à :

- La dépose des cloisons nécessaires à la création d'un sanitaire adapté.
- Les revêtements de sols ne seront pas déposés
- Les faïences des cloisons démolies seront évacuées avec les cloisons
- La faïence présente sur la cloison non démolie sera évacuée et le support préparé pour permettre une pose de faïence neuve.

3.1.2. SANITAIRES 11-12-13-14-15-16-17

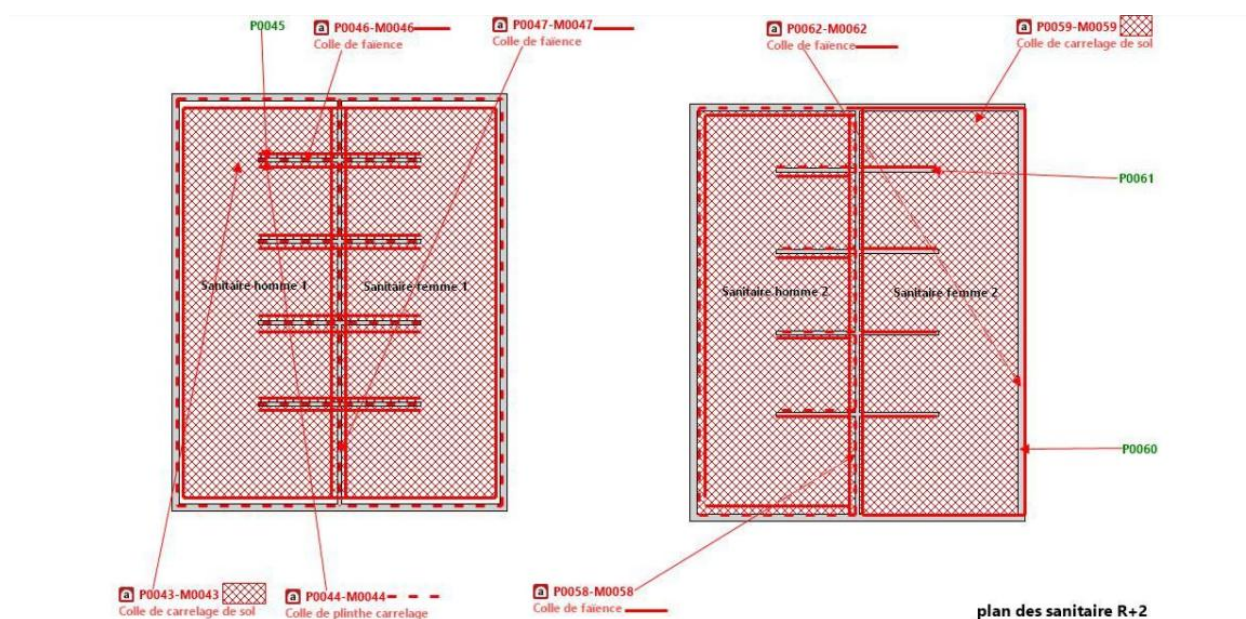
La zone sanitaire sera entièrement désamiantée, la prestation consistera à procéder à la dépose de l'ensemble des cloisons, faux plafonds, équipements, revêtements muraux et sols

Les canalisations d'évacuations EP et EU seront laissées en place.

Localisation :

- R+2 : sanitaires 11 et 12
- R+3 : sanitaires 13 et 14
- R+4 : sanitaires 15, 16 et 17

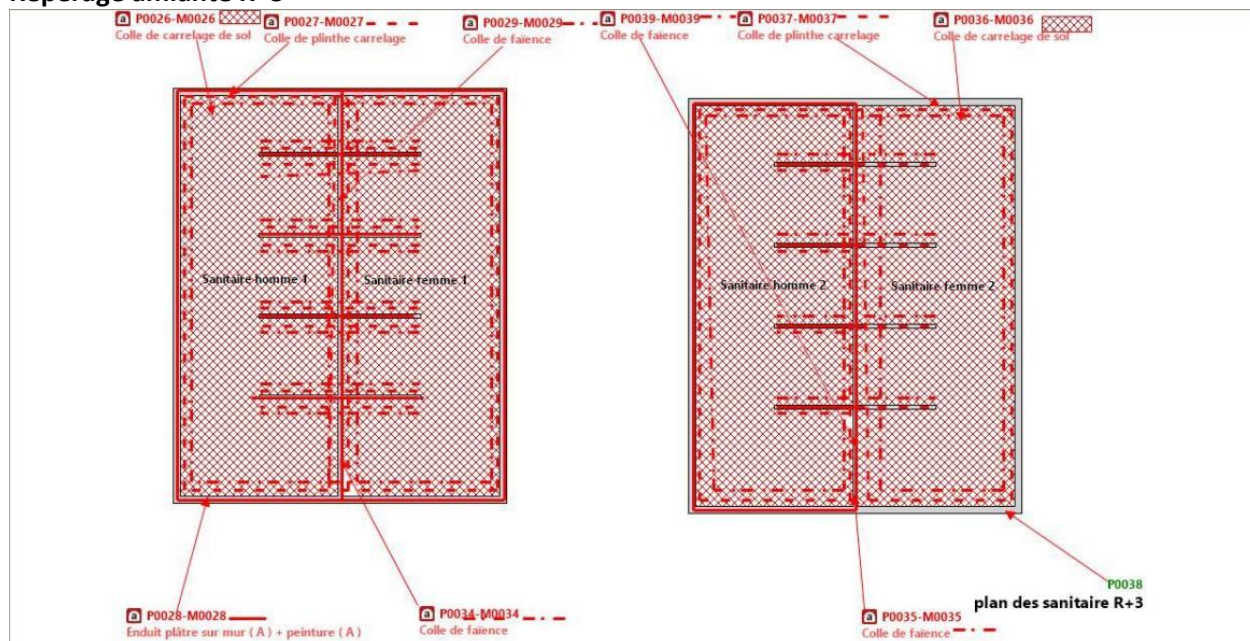
Repérage amiante R+2



Étage 3 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0039 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0039)	
Étage 2 - Sanitaire homme 1; Étage 2 - Sanitaire homme 2; Étage 2 - Sanitaire femme 1; Étage 2 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0043 Description : Colle de carrelage de sol	Après analyse en laboratoire (P0043)	
Étage 2 - Sanitaire homme 1; Étage 2 - Sanitaire homme 2; Étage 2 - Sanitaire femme 1	Identifiant : M0044 Description : Colle de plinthe carrelage	Après analyse en laboratoire (P0044)	
Étage 2 - Sanitaire homme 1	Identifiant : M0046 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0046)	

Étage 2 - Sanitaire femme 1	Identifiant : M0047 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0047)	
Étage 2 - Sanitaire homme 2	Identifiant : M0058 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0058)	
Étage 2 - Sanitaire homme 1; Étage 2 - Sanitaire homme 2; Étage 2 - Sanitaire femme 1; Étage 2 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0059 Description : Colle de carrelage de sol	Après analyse en laboratoire (P0059)	
Étage 2 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0062 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0062)	

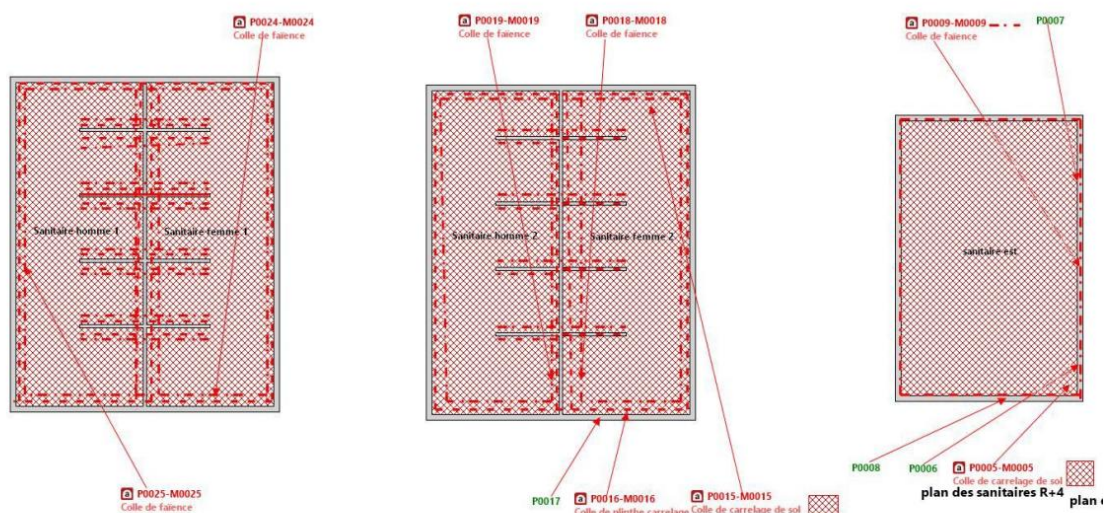
Repérage amiante R+3



Étage 3 - Sanitaire homme 1; Étage 3 - Sanitaire homme 2; Étage 3 - Sanitaire femme 1; Étage 3 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0026 Description : Colle de carrelage de sol	Après analyse en laboratoire (P0026)	
Étage 3 - Sanitaire homme 1; Étage 3 - Sanitaire homme 2; Étage 3 - Sanitaire femme 1; Étage 3 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0027 Description : Colle de plinthe carrelage	Après analyse en laboratoire (P0027)	
Étage 3 - Sanitaire homme 1; Étage 3 - Sanitaire homme 2; Étage 3 - Sanitaire femme 1	Identifiant : M0028 Description : Enduit plâtre sur mur (A) + peinture (A)	Après analyse en laboratoire (P0028)	
Étage 3 - Sanitaire homme 1	Identifiant : M0029 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0029)	

Étage 3 - Sanitaire femme 1	Identifiant : M0034 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0034)	
Étage 3 - Sanitaire homme 2	Identifiant : M0035 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0035)	
Étage 3 - Sanitaire homme 1; Étage 3 - Sanitaire homme 2; Étage 3 - Sanitaire femme 1; Étage 3 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0036 Description : Colle de carrelage de sol	Après analyse en laboratoire (P0036)	
Étage 3 - Sanitaire homme 1; Étage 3 - Sanitaire homme 2; Étage 3 - Sanitaire femme 1; Étage 3 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0037 Description : Colle de plinthe carrelage	Après analyse en laboratoire (P0037)	
Étage 3 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0039 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0039)	

Repérage amiante R+4



Étage 4 - sanitaire est; Étage 4 - Sanitaire femme 2; Étage 4 - Sanitaire femme 1; Étage 4 - Sanitaire homme 1; Étage 4 - Sanitaire homme 2	Identifiant : M0005 Description : Colle de carrelage de sol	Après analyse en laboratoire (P0005)	
Étage 4 - sanitaire est	Identifiant : M0009 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0009)	
Étage 4 - sanitaire est; Étage 4 - Sanitaire femme 2; Étage 4 - Sanitaire femme 1; Étage 4 - Sanitaire homme 1; Étage 4 - Sanitaire homme 2	Identifiant : M0015 Description : Colle de carrelage de sol	Après analyse en laboratoire (P0015)	
Étage 4 - Sanitaire femme 2; Étage 4 - Sanitaire femme 1; Étage 4 - Sanitaire homme 1; Étage 4 - Sanitaire homme 2	Identifiant : M0016 Description : Colle de plinthe carrelage	Après analyse en laboratoire (P0016)	
Étage 4 - Sanitaire femme 2	Identifiant : M0018 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0018)	
Étage 4 - Sanitaire homme 2	Identifiant : M0019 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0019)	
Étage 4 - Sanitaire femme 1	Identifiant : M0024 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0024)	
Étage 4 - Sanitaire homme 1	Identifiant : M0025 Description : Colle de faïence	Après analyse en laboratoire (P0025)	

FIN DU CCTP LOT DESAMANTAGE